déi Lénk

Résolution

Pour une politique migratoire responsable et solidaire.

La gestion politique des flux migratoires depuis le printemps 2015 a été désastreuse et honteuse. Au lieu d'assumer sa responsabilité humanitaire et d'engager une discussion approfondie sur les causes de ces flux, l'Europe a fini par miser sur une approche essentiellement répressive et inhumaine. Nombreux sont les gouvernements qui ont fermé leurs frontières aux réfugiés, laissant les pays de premier accueil, tels que la Grèce et l'Italie, seuls à assumer les flux migratoires. D'autres consentaient à cette approche tout en se cachant derrière les premiers et seulement quelques rares gouvernements ont plaidé pour une réponse compatible avec leurs engagements internationaux. Le point d'orgue de cette politique insensée est le pacte avec la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan, contraire aux principes de la Convention de Genève et transformant les îles grecques dans des centres de détention ignobles.

Pour les réfugiés, cette politique irresponsable a été lourde de conséquences. Fuyant les atrocités dans leurs pays d'origine, des centaines de personnes se sont noyées en Méditerranée. D'autres se sont heurtées aux fils barbelés et aux gaz lacrymogènes des gardes-frontières ou doivent camper dans des centres d'accueil débordés ou même à ciel ouvert. Ceux qui sont aujourd'hui déportés vers la Turquie n'ont pas droit à une procédure d'asile et risquent l'internement ou même le refoulement vers les zones de conflit.

Pourtant, l'accueil de 1,5 millions de demandeurs de protection internationale dans une Union européenne qui compte plus de 500 millions d'habitants n'a rien d'insurmontable. Permettre à ces personnes de fuir les zones de conflit sans risquer leur vie et les accueillir de manière digne dans l'UE en partageant les efforts parmi tous les Etats membres, tel que *déi Lénk* l'a revendiqué à plusieurs reprises et notamment dans sa position du 18 septembre 2015, aurait été la seule réponse responsable possible.

Si d'énormes souffrances humaines ont été causées, il est toujours possible d'engager un revirement radical dans la politique migratoire européenne. Pour cela, déi Lénk demande au gouvernement luxembourgeois de s'engager avec fermeté au niveau de l'UE afin :

– de se doter rapidement d'une stratégie transversale très ambitieuse pour combattre les causes de la migration involontaire ;

– d'annuler au plus vite les accords conclus avec la Turquie en matière de migration et de renoncer à reconnaître la Turquie comme « pays tiers sûr » ;

– de mettre en place parmi les Etats-membre un système de répartition équitable et durable des demandeurs de protection internationale ;

– de soulager les principaux pays d'accueil en-dehors de l'Europe en acceptant de réinstaller un nombre important de réfugiés depuis ces pays ;

– de créer des couloirs sûrs entre les pays d'origine et l'Europe afin que les personnes qui ont besoin de protection internationale puissent se mettre en sécurité sans risquer leur vie et sans faire appel à des réseaux de passeurs.